

Ressortissant étranger avec permis d'établissement Ressortissant étranger sans permis d'établissement

(veuillez cocher ce qui convient)

REQUERANT	Société de tir requérante (nom / président / e-mail)		
	Renseignements sur le ressortissant étranger		
	Nationalité	Nom	Prénom
	Profession	Adresse	Date de naissance
			No Assuré
Pièces jointes			
<p>Pour les étrangers avec permis d'établissement (permis C), domiciliés sur le Canton de Vaud</p> <p><input type="checkbox"/> Copie carte d'identité/copie du Passeport</p> <p><input type="checkbox"/> Copie du permis d'établissement valable</p> <p><input type="checkbox"/> Extrait du casier judiciaire original (de moins de 3 mois au moment de la réception par l'autorité cantonale)</p> <p><input type="checkbox"/> Autre :</p>			
<p>Pour les étrangers, sans permis d'établissement (permis C), domiciliés sur le Canton de Vaud</p> <p><input type="checkbox"/> Copie carte d'identité/copie du Passeport</p> <p><input type="checkbox"/> Copie du permis de séjour</p> <p><input type="checkbox"/> Extrait du casier judiciaire original (valable depuis moins de 3 mois au moment de la réception par l'autorité cantonale)</p> <p><input type="checkbox"/> Attestation officielle de l'acquisition d'une arme émanant du pays d'origine selon l'art. 9a al.1bis LArm</p> <p><input type="checkbox"/> Si existant, copie du dernier permis d'acquisition d'arme, délivré en Suisse</p> <p><input type="checkbox"/> Autre :</p>			
<p>Nous vous rappelons que si la demande ne contient pas toutes les pièces nécessaires, elle sera automatiquement rejetée.</p>			

Par sa signature le ressortissant consent à ce que :

1. ces renseignements soient communiqués aux autorités cantonales vaudoises compétentes dans le cadre de la procédure au sens de l'art. 15 al.1 let. a, b et d LPrD.
2. les autorités cantonales vaudoises compétentes dans le cadre de la présente procédure prennent les renseignements nécessaires pour vérifier qu'il n'y ait pas, au sens de l'art. 34 sur le RTirs VD, des conditions personnelles présentant un danger pour la sécurité publique lors de l'usage d'armes à feu (notamment des renseignements de police, judiciaires, administratifs et éventuellement médicaux, y compris la juridiction pénale des mineurs)

Date :

Signature du ressortissant :

Signature du président de la société :

Division administrative	<input type="checkbox"/> Autorisation accordée	<input type="checkbox"/> Autorisation rejetée
	Justification du rejet	
Date	 Division administrative	